

## Liaison

### Question : Quel est le mandat des « agents de développement »

Brigitte Haentjens

---

Volume 3, numéro 12, octobre 1980

URI : [id.erudit.org/iderudit/43798ac](https://id.erudit.org/iderudit/43798ac)

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN 0227-227X (imprimé)  
1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Haentjens, B. (1980). Question : Quel est le mandat des « agents de développement ». *Liaison*, 3(12), 30-30.

---

Tous droits réservés © Théâtre Action, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

---



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

# question quel est le mandat des "agents de développement"

La subvention octroyée par l'intermédiaire du Secrétariat d'État, par la Main d'Oeuvre et Immigration, pour le projet "Théâtre Communautaire", ne couvrirait pas que les salaires (120\$/semaine) et les frais de déplacement des dix-sept personnes embauchées.

En conséquence, chaque troupe avait pour mission d'aller chercher dans sa région des fonds pour couvrir déplacement, nourriture et hébergement pour la rencontre de Sudbury, où les troupes souhaitaient pouvoir présenter leurs spectacles. C'est ainsi que des demandes ont été faites aux Secrétariats d'État régionaux. Contrairement aux promesses verbales formulées dans certaines régions, aucun fond n'a été accordé à aucune troupe, et ce, en vertu d'une décision PROVINCIALE. Le prétexte officiel à ce refus a été le suivant: puisque Théâtre-Action reçoit déjà des subventions, aucune raison de venir en aide aux troupes.

Puisque les personnes en charge des Secrétariats d'État régionaux se nomment des "agents de développement

social", je me pose quelques questions:

— Pourquoi le développement tel qu'ils l'entendent doit-il se faire toujours dans le sens d'un centralisme et à l'inverse d'une autonomie?

— Pourquoi renvoyer toujours aux organismes-mères-nourricières provinciaux sans jamais permettre aux régions de se prendre en charge elles-mêmes?

— Pourquoi pénaliser les troupes en leur faisant croire que c'est à Théâtre-Action que revient de subventionner TOUT CE QUI SE FAIT EN THÉÂTRE À TRAVERS LA PROVINCE?

— Pourquoi les Secrétariats d'État régionaux existent-ils, s'ils n'ont aucun pouvoir décisionnel dans leur région?

— Quelle est exactement la politique de "développement" des Secrétariats d'État régionaux, quels sont les critères d'octroi de leurs subventions?

Il y a douze troupes de théâtre dans la province qui se posent ces questions. On ne doute pas qu'une réponse claire et officielle soit en cours de rédaction.

Brigitte Haentjens

## ÉPHÉMÈRE

### groupe de promotion.

Décidément l'équipe du centre culturel d'Alexandria fait encore parler d'elle, mais cette fois-ci dans un cadre différent. Comme le soulignait un article précédent (voir Liaison no. 11), le centre culturel "Les trois petits points" se veut un point de ralliement pour tous ceux intéressés par la culture francophone. Un petit café-terrasse anime le centre les week-ends et crée de fait, une activité toute autre à Alexandria.

Quelque chose de nouveau semble s'organiser, quoique très fragile, soit une petite agence de promotion très diversifiée dans ses objectifs. François Legault, Michel St Pierre et Robert Girard ont l'idée de produire des spectacles francophones, mais en dehors du centre.

Le but est d'inviter des artistes francophones à Alexandria. Le Centre culturel comme tel est trop petit pour recevoir un grand spectacle. L'Éphémère veut lui, tout simplement rejoindre un public précis de francophones. De plus, on me fait remarquer qu'il n'y a pas grand chose en français à Alexandria; les trois promoteurs veulent résoudre le problème, comme de vrais animateurs. Ainsi on a pu s'arranger avec un propriétaire d'hôtel pour offrir quelques spectacles et, prochainement une discothèque pour ramasser de l'argent... Jusqu'à maintenant aucun spectacle n'a été rentable et l'on fonctionne avec un déficit. La participation se fait lente et puis sans compter que les acheteurs de spectacles dans cette région sont quasi inexistantes. Les subventions? Le petit groupe doit faire ses preuves. Pour l'instant l'argent d'ailleurs est difficilement accessible, et il faut que le groupe se donne un objectif de promotion, établir le besoin pour avoir tel ou tel artiste. Mais il suffirait d'obtenir beaucoup d'argent de la communauté. Tout devient une question de temps et de patience et qui sait, un jour on assistera peut-être à des shows à Alexandria.

François Gilbert

# NOUVEAUTÉS

Langue et religion:  
Histoire du conflit anglo-français en Ontario  
par Robert Choquette

Ces pages révèlent pour la première fois toute  
l'ampleur du conflit scolaire qui troubla profondément  
la province d'Ontario durant quinze ans.

15 x 23 cm., 264 pages. Prix: \$7.50

## BON DE COMMANDE

Éditions de l'Université d'Ottawa  
65, avenue Hastey, OTTAWA, Ontario, Canada K1N 6N5

Veuillez me faire parvenir ..... exemplaires de Langue et religion

Nom .....

Adresse .....

Ci-inclus mon chèque  ou mandat de poste   
Les chèques ou mandats de poste doivent être faits à l'ordre des  
Éditions de l'Université d'Ottawa